

Les constats de Paulette Gagnon **Pierre Pelletier interroge la responsable du Secteur** **franco-ontarien au Conseil des arts de l'Ontario**

Pierre Raphaël Pelletier

Number 91, March 1997

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/41866ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Éditions l'Interligne

ISSN

0227-227X (print)

1923-2381 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Pelletier, P. R. (1997). Les constats de Paulette Gagnon : pierre Pelletier interroge la responsable du Secteur franco-ontarien au Conseil des arts de l'Ontario. *Liaison*, (91), 10–12.

LES CONSTATS DE PAULETTE GAGNON

Pierre Pelletier interroge la responsable du Secteur franco-ontarien au Conseil des arts de l'Ontario.

Comment est-ce qu'une femme de tout terrain dans le domaine des arts et de la culture se sent lorsque les gouvernements qui nous dirigent sont de pensée néo-libérale et que ces mêmes gouvernements voient d'un mauvais œil l'appui financier que l'État accorde aux artistes et aux arts en général ?

Précisons d'abord que le gouvernement ontarien questionne son rôle, ses responsabilités et son engagement dans pratiquement tous les domaines de la vie des citoyens : santé, éducation, services sociaux, loisirs et aussi arts et culture. Rien de nouveau, puisque partout dans le monde, depuis plusieurs années déjà, les gouvernements font de même. Le gouvernement Harris, lui, a entamé depuis quelques mois un deuxième cycle de réflexion et de positionnement. Au début de son mandat, il nous a donné l'impression qu'il était prêt à sabrer de façon drastique dans le domaine des arts et de la culture. Depuis, il a constaté le rôle unique et essentiel que joue un organisme comme le Conseil des arts de l'Ontario (CAO). Le gouvernement se rend compte que son investissement dans les arts peut être géré de façon efficace, puisque les sommes allouées par le ministère des Affaires civiques, de la Culture et des Loisirs au Conseil des arts de l'Ontario sont acheminées directement aux artistes et aux organismes artistiques. Je crois que cela amène le gouvernement actuel à reconnaître qu'il serait difficile de trouver un mécanisme plus efficace ou moins coûteux pour desservir la communauté artistique. Cela ne veut pas dire pour autant que le Conseil des arts de l'Ontario est à l'abri de nouvelles réductions, mais je crois que le gouvernement ontarien reconnaît que le CAO a un rôle majeur à jouer dans le domaine des arts.

Et que les artistes jouent eux-mêmes un rôle primordial dans notre économie.

En effet. L'impact économique du secteur artistique est un des plus performants de l'économie canadienne. Une récente étude réalisée par Informetrica Limited pour le compte du CAO a démontré que pour chaque dollar investi par le gouvernement ontarien, ce même gouvernement recevait 1,20 \$ en recettes fiscales. Cela dit, c'est évident que je suis confrontée, comme le sont mes collègues ici au Conseil et comme l'est l'ensemble du milieu artistique, à la fragilité de notre infrastructure. Dans l'hypothèse d'une autre importante réduction du budget du Conseil des arts de l'Ontario, on ne peut qu'imaginer la disparition d'un certain nombre d'entreprises artistiques développées grâce à des individus qui les ont portées à bout de bras. Ce que l'on souhaite-

rait que les gouvernements en place reconnaissent davantage, c'est l'investissement énorme de la communauté, des artistes eux-mêmes. Le discours actuel qui ne cesse de souligner l'importance des investissements privés ne semble pas accorder la même valeur aux investissements « privés » des artistes qui ont contribué de façon importante, année après année, au développement de cette infrastructure.

Il y a sûrement des exemples dans le milieu franco-ontarien.

Oui, je pense aux compagnies de théâtre franco-ontariennes qui sont, avec certains éditeurs, la partie la plus solide de notre infrastructure parce que la plus ancienne, la plus enracinée. Et pourtant, la plupart des compagnies et des éditeurs n'ont jamais eu les moyens financiers nécessaires pour rémunérer convenablement leur personnel. On n'oserait jamais demander aux enseignants d'enseigner dix mois par année et de n'être payés que pour six de ces dix mois, sous prétexte qu'on priorise l'achat de volumes pour les étudiants. Pourtant, dans nos entreprises artistiques où la création / production est prioritaire, le personnel est souvent tenu de travailler une partie de l'année sans rémunération.

Il faut donc reconnaître que la fragilité de notre communauté artistique n'est pas un phénomène nouveau, au contraire. Cela a beaucoup plus à voir avec une société qui sur-valorise les professionnels de certains secteurs et qui sous-valorise les professionnels d'autres secteurs qu'avec le gouvernement de l'heure... Il reste que le climat actuel, la tendance des gouvernements (n'oublions pas que le fédéral sabre aussi du côté des arts), nous menace tout particulièrement parce que notre infrastructure est très petite et que tout recul peut compromettre dramatiquement la santé et la vitalité de notre communauté.

Le Conseil des arts de l'Ontario a connu et connaîtra certainement, à cause de coupures de budget, des changements importants sinon radicaux au sein de son administration et de sa gestion ; cela étant dit, comment ceux-ci se traduisent-ils dans la façon de piloter les programmes destinés aux artistes ?

En avril dernier, le conseil d'administration du Conseil des arts de l'Ontario, confronté à une réduction de son budget de l'ordre de 28,6 %, a énoncé certains principes directeurs devant guider la restructuration de l'organisme. Ces principes établissent clairement que le CAO reconnaît le rôle primordial de créateur que joue l'artiste individuel. Ainsi, sans être complètement épargnés des coupures, les programmes d'aide destinés aux artistes individuels furent réduits dans

une moindre proportion que les programmes d'aide destinés aux organismes artistiques.

D'autre part, afin de maintenir l'appui auprès du plus grand nombre que possible d'artistes individuels, nous avons opté, dans bien des cas, pour une réduction du montant maximum accordé. À titre d'exemple, chez nous, le maximum accordé pour le développement d'une nouvelle œuvre littéraire est passé de 18 000 \$ à 12 000 \$. Nous avons aussi rationalisé le processus administratif : des programmes d'une même discipline ont été amalgamés, il y a maintenant moins de concours par année, etc.

On aura beau dire qu'on veut faire mieux avec moins, la réalité, elle, nous impose de faire moins avec moins, comme le disait si bien un membre d'un comité consultatif. Mieux ? Peut-être, dans certains cas, mais la consigne qui accompagne toute réduction de budget de cet ordre (30 %), c'est de prioriser, ce qui revient à abandonner certains secteurs d'intervention et, donc, de faire moins.

Dans ce mouvement de mouvance et de mutations profondes, qu'advient-il du Bureau franco-ontarien au sein du CAO ? Qu'advient-il des programmes destinés aux artistes francophones ?

Comme je l'expliquais tantôt, le conseil d'administration a établi certains principes directeurs. Un des quatre grands principes indique que le CAO, dans la mesure du possible, maintient ses principes d'accès à l'égard des communautés multiraciales, géographiques et culturellement diversifiées ainsi que pour les Premières Nations de l'Ontario. C'est dans cet esprit que le Bureau franco-ontarien (appelé maintenant Secteur franco-ontarien) s'est vu accordé un budget réduit de 10 % en avril dernier, comparativement à des réductions de 20 % à 35 % dans plusieurs secteurs tels que *Literature, Music et Theatre*. Cela nous a permis de limiter les dégâts. Ainsi, les budgets des programmes spécifiques destinés aux artistes et aux entreprises artistiques de notre communauté ont été réduits en moyenne de 9 %.

Dans ce contexte de coupures, quelle vision de l'art et de la culture Paulette Gagnon entretient-elle dans ses interventions et son travail au sein des structures gouvernementales actuelles ?

Disons tout d'abord qu'un peu partout, ici et autour de nous, bien des énergies sont mobilisées par les multiples réorganisations en cours. Suite à une restructuration comme celle que l'on vient de vivre au CAO, où un tiers des effectifs (et de l'expertise) disparaît pratiquement du jour au lendemain, où on transforme la mécanique interne de livraison de services et de programmes, tout le monde doit se rajuster et ça ne se fait pas du jour au lendemain. Non seulement il faut réinventer les processus, mais il faut s'assurer que le processus demeure équitable et juste malgré la diminution au niveau des ressources.

Depuis mon arrivée au Conseil, il y a cinq mois, j'ai eu peu d'occasions de véhiculer une vision ou même d'échanger avec des collègues œuvrant dans d'autres structures gouvernementales dans le but de mieux connaître la leur. Et quand il y a des échanges, c'est d'abord pour discuter des impacts des coupures, des difficultés que

rencontrent les organismes, etc. Résultat : on se sent vite écrasé par le sentiment de grande anxiété qui règne et le cynisme colore beaucoup l'environnement ces jours-ci. Je dois vous avouer que je cherche encore comment me protéger moralement de cette réalité dans laquelle je suis appelée à fonctionner. Je crois qu'il m'est essentiel de rester très proche des intervenants du milieu artistique, de participer le plus possible aux moments de concertation du milieu, question d'être constamment stimulée et énergisée par les projets et les gens qui les mènent.

Vision de l'art et de la culture ? Plus que jamais, l'homme, la femme, l'enfant a besoin de ce rapport avec l'art puisque c'est par l'art qu'une société, qu'un peuple, qu'un individu peut réfléchir à sa façon d'être au monde, et de choisir de se transformer, d'évoluer, d'aspirer à un monde meilleur. L'art permet à l'humain de porter un regard critique sur lui-même et, par extension, sur la société dans laquelle il ou elle évolue ; l'art permet aux gens de se projeter au delà du quotidien et de l'individualisme, l'art s'adresse à notre âme et à toutes les émotions qu'elle porte en elle.

L'artiste a en effet pour mission d'interpeller l'individu et la société.

D'apporter un soutien indispensable aussi. J'ai toujours pensé qu'il y aurait moins de pauvreté, de maladies mentales, d'alcoolisme et tant d'autres maux sociaux chez les francophones de l'Ontario si notre identité culturelle était plus forte, si nous étions des individus plus complets. Pour moi, un individu privé d'une identité culturelle sera toujours un individu affaibli et démuné devant le défi de vivre. Malheureusement, nos comptables ne semblent toujours pas comprendre cette équation.

Pour moi, les arts jouent un rôle clé dans le développement de l'individu et tout particulièrement au niveau de sa capacité d'analyser la place qu'il ou elle occupe dans le monde et des rapports qu'il ou elle entretient avec ce qui l'entoure : les gens, la nature, les valeurs sociales, etc. Et c'est de ce rapport, de cette façon d'être au monde, que se définit en grande partie l'identité culturelle qui est finalement une façon d'être au monde collective, solidaires les uns des autres.

Quel constat Paulette Gagnon trace-t-elle des arts et de la culture en Ontario français depuis vingt ans ? Et comment voit-elle l'avenir immédiat pour les créateurs, femmes et hommes, au sein de la francophonie ontarienne et canadienne ?

C'est un développement miraculeux quand on considère les moyens qu'on a eu pour y arriver. C'est aussi un développement de style « fromage gruyère » puisque l'infrastructure actuelle est pleine de trous : seulement certaines disciplines ont été appuyées par le Bureau franco-ontarien alors que le ministère de la Culture de l'Ontario a toujours résisté au souhait de la communauté d'être reconnue dans sa spécificité. Pensons, par exemple, au fait que les centres culturels, dont plusieurs ont été fondés il y a vingt ans, ont attendu jusqu'en 1993 avant d'être reconnus par ce ministère.



Cela dit, l'avenir immédiat nous amène à nous poser des questions : comment soutenir une infrastructure artistique provinciale avec un budget d'un million ou d'un million et demi ? Nous avons sept maisons d'édition, sept compagnies de théâtre, trois festivals, un centre d'artistes, six organismes de services aux arts, une trentaine de centres culturels et quelques centaines d'auteurs, musiciens et chansonniers, comédiens, metteurs en scène et scénographes, artistes visuels, cinéastes et j'en passe. Je n'ai pas la réponse, mais j'espère être en mesure, au cours de l'année 1997, de dialoguer fréquemment avec les gens du milieu afin d'identifier comment la communauté envisage l'avenir et quelles sont les priorités communes. Je sais que plusieurs organismes de services aux arts ont identifié la diffusion et la distribution comme priorités. Mais s'il faut réduire les investissements dans d'autres domaines pour arriver à investir dans ce domaine, qu'est-ce qu'on coupe ? Qui peut mieux survivre à une réduction de ses fonds ? Voilà malheureusement les questions inévitables !

Il y a aussi la question de l'inter-action entre la communauté et ses artistes. Est-ce que la dynamique est réussie ?

Sans vouloir faire un cours d'histoire, je serais portée à dire qu'il est de plus en plus urgent pour le milieu artistique de se réinvestir au sein de la communauté franco-ontarienne. Pour toutes sortes de raisons, les artistes se sont consacrés surtout au travail de création et de production au cours des dix dernières années, ce qui est tout à fait légitime soit dit en passant, d'autant plus que ça nous a permis d'aller chercher une reconnaissance sur le plan national et international. Conséquemment, ils et elles n'ont pas œuvré autant que par le passé au sein du milieu communautaire. Les projets de développement des arts communautaires, les projets d'animation qui cherchent à démocratiser l'art, l'approche « artiste-citoyen, citoyen-artiste », les projets d'artistes-créateurs en milieu éducatif ou encore d'artistes en résidence se sont faits plutôt rares. Malheureusement, cela a eu pour conséquence d'engendrer un désintéressement de la part du public qui connaît moins bien aujourd'hui les artistes et leur travail, simplement parce qu'il a moins l'occasion de les rencontrer, de les connaître, de les reconnaître.

Soudainement, avec le vent qui tourne, il devient périlleux de ne pas être davantage enraciné. Qui défendra demain les investissements dans les arts si ce n'est ce public fidèle, enthousiaste et payeur de taxes ? Je pense qu'il s'agit là d'un enjeu important pour les artistes franco-ontariens et que là aussi, il y aurait lieu de réfléchir à cette question, surtout au sein des organismes de services aux arts qui sont bien placés pour mener des initiatives dans ce domaine.

Enfin, il y a le défi du développement des marchés, de leur élargissement. Ici, grâce au leadership de la Fédération culturelle canadienne-française, la réflexion est déjà bien amorcée et plusieurs projets sont en place. Le rapprochement entre les intervenants du réseau national est la clé de réussite dans ce domaine puisque la problématique est la même partout : le produit local ne se renouvelle pas assez, le marché local est trop limité. Il s'agit donc de favoriser la circulation des produits dans l'ensemble des marchés

provinciaux, de développer un réseau national, et c'est ce à quoi tendent les efforts de chacun. La plus grosse difficulté demeure celle du financement : financement du développement du réseau et financement des activités de diffusion elles-mêmes.

En terminant, je me dois de poser une question plus pratique. Sachant que le développement culturel a toujours été une partie importante du soutien des arts en Ontario français de la part du CAO, comment entrevoit-on, au Conseil, les impacts des coupures de budgets qui peuvent remettre sérieusement en cause les organisations de service aux arts ?

En Ontario français, on a longtemps affirmé que le développement des arts passait par les centres culturels et cela a certainement été vrai au cours des années 1970, jusqu'au début des années 1980. C'était vrai parce que ces centres étaient dirigés et animés par la vision d'artistes et d'animateurs. Ensuite, il y a eu cette deuxième époque des centres culturels où ces petites institutions sont devenues le lieu privilégié pour obtenir une gamme de services en français, ce qui répondait à un besoin grandissant au sein de plusieurs communautés engagées alors dans un mouvement de refrancisation. Au cours des années 1980, le leadership dans les centres culturels s'est déplacé et les artistes se sont sentis moins accueillis et moins utiles aussi, en raison de ce que j'appellerais « un glissement vers la fonction de service ». Résultat : dix ans plus tard, l'organisme le plus apte à contribuer au développement des arts en Ontario français n'est plus le centre culturel, mais bien l'organisme de service aux arts (OSA). Depuis dix ans, on a vu le réseau des OSA se développer et les résultats sont là : promotion et diffusion active, initiatives stratégiques, partenariats avec d'autres réseaux, d'autres organismes, d'autres provinces, etc. Il me semble donc logique pour le Secteur franco-ontarien de prioriser ces organismes qui sont aujourd'hui les mieux placés pour identifier les besoins du milieu artistique et les stratégies pour y répondre.

Comment peut-on convaincre le gouvernement ontarien de la nécessité d'entretenir et de maintenir des programmes et des structures qui soient pensés en fonction de la réalité artistique et culturelle des francophones en Ontario ?

Bien sûr, le Conseil des arts de l'Ontario continuera de défendre ce principe, mais je crois qu'il est tout aussi important, sinon plus, que le milieu artistique lui-même se fasse valoir auprès du gouvernement de l'Ontario et établisse un dialogue avec ses élus. Il faut plus que jamais donner une grande visibilité aux multiples manifestations artistiques de l'Ontario français et s'assurer d'y inviter les représentants élus et les autres membres clés de notre collectivité. On peut aussi communiquer les faits (l'impact économique de notre organisme, le nombre de bénévoles, etc.) au public en obtenant la collaboration des médias et en les utilisant de façon optimale. Bref, la communauté artistique franco-ontarienne doit chercher par tous les moyens possibles de faire valoir l'excellente production artistique d'ici et de mettre en évidence les retombées positives qui en découlent.